

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS267/28
18 novembre 2005

(05-5454)

ÉTATS-UNIS – SUBVENTIONS CONCERNANT LE COTON UPLAND

Recours des États-Unis à l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 7.10 de l'Accord SMC

Constitution de l'arbitre

Note du Secrétariat

1. À la réunion de l'Organe de règlement des différends (ORD) du 18 octobre 2005, il a été convenu que la question soulevée par les États-Unis dans le document WT/DS267/27 serait soumise à arbitrage conformément à l'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 7.10 de l'Accord SMC.

2. L'article 22:6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends dispose ce qui suit:

"Lorsque la situation décrite au paragraphe 2 se produira, l'ORD accordera, sur demande, l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations dans un délai de 30 jours à compter de l'expiration du délai raisonnable, à moins qu'il ne décide par consensus de rejeter la demande. Toutefois, si le Membre concerné conteste le niveau de la suspension proposée, ou affirme que les principes et procédures énoncés au paragraphe 3 n'ont pas été suivis dans les cas où une partie plaignante a demandé l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations conformément au paragraphe 3 b) ou c), la question sera soumise à arbitrage. Cet arbitrage sera assuré par le groupe spécial initial, si les membres sont disponibles, ou par un arbitre¹ désigné par le Directeur général, et sera mené à bien dans les 60 jours suivant la date à laquelle le délai raisonnable sera venu à expiration. Les concessions ou autres obligations ne seront pas suspendues pendant l'arbitrage."

3. L'article 7.10 de l'Accord SMC dispose ce qui suit:

"Dans le cas où une partie au différend demandera un arbitrage conformément au paragraphe 6 de l'article 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends, l'arbitre déterminera si les contre-mesures sont proportionnelles au degré et à la nature des effets défavorables dont l'existence aura été déterminée."

4. L'arbitrage sera assuré par le groupe spécial initial, à savoir:

Président: M. Darius Rosati

Membres: M. Mario Matus
M. Daniel Moulis

¹ Le terme "arbitre" s'entend soit d'une personne, soit d'un groupe.